



Politique étrangère américaine : Le « boulet » Trump pour Joe Biden

Laurent D'Altoe ■ Novembre 2020

Le nouveau président américain va devoir se battre sur (au moins) deux fronts. D'une part, une Amérique plus divisée que jamais et, d'autre part, une politique étrangère polluée par la vision agressive du monde de son prédécesseur.

L'élection mouvementée de Joe Biden fait naître de grands espoirs, aussi bien au sein d'une large frange de la population des Etats-Unis que dans le monde en général. En fait, bien peu de chefs d'Etats semblent regretter Donald Trump, à l'exception notable du président brésilien d'extrême droite, Jair Bolsonaro. Quant à Poutine, ses relations avec le futur ex-président furent pour le moins ambivalentes. De même que pour la Chine. Nous y reviendrons.

D'une manière générale, l'ère Trump fut marquée par la rupture de bon nombre de codes en matière de relations internationales. Depuis des décennies, le multilatéralisme (des relations croisées entre plusieurs Etats, notamment au sein d'organisations internationales) faisait partie de la politique étrangère des USA. Cette dernière s'est notamment marquée par la participation américaine à de nombreuses institutions internationales « historiques » : l'Otan, l'OMC, l'ONU, etc, ainsi que des contacts commerciaux et politiques suivis avec de grandes entités territoriales telles que l'Union européenne.

Mais, ces dernières années, un revirement s'est opéré au sein d'une partie de la classe politique américaine qui estime que la « mondialisation » (aussi parfois appelée globalisme) est un échec. En d'autres termes, les Etats-Unis ne sont plus vus comme les « exportateurs » de la démocratie de marché.

D'où l'attitude de l'administration Trump qui consiste à abandonner les liens multilatéraux au profit du « America first ». Autrement dit, le nationalisme et l'unilatéralisme en sont devenus les principes directeurs, avec une tendance marquée pour le « hard Power » (pouvoir de contrainte, militaire et économique).

Revirements

Ceci dit, pour la plupart des experts en géopolitique, il est parfois difficile de suivre la politique « trumpienne » en la matière (cf. relations avec l'Iran), tant l'impulsivité mais aussi le caractère fantasque et imprévisible du personnage sont importants.

Déjà en 2018, Jacob Maillet faisait ce constat¹ : « *On comprend mieux la difficulté à lire la politique étrangère de l'administration Trump. Dès lors que le but affiché est la défense des intérêts américains, il est possible de défendre les revirements et les contradictions comme autant d'approches différentes pour atteindre un même but. De fait, elle est pour l'heure un ensemble de déclarations ad hoc aux objectifs divers et variés plus que le produit d'une doctrine clairement identifiable. Reste, pour finir, à s'interroger sur son efficacité. On peut déjà douter que l'ethno-nationalisme permette*

¹ Jacob Maillet : « *La politique étrangère de Donald Trump* », in *Revue LISA*, Vol. XVI, N°2, 2018.

de remporter plusieurs élections d'affilée (cela s'est vérifié, ndlr). Sur le plan international, les menaces et les conflits commerciaux sont susceptibles d'aliéner durablement les alliés comme les rivaux des États-Unis et, in fine, de leur nuire. »

Parfois peu lisible cette « doctrine Trump », a surtout servi, durant un mandat désastreux, un double objectif : d'un côté, flatter un électorat très sensible aux discours portant sur le « déclin » des États-Unis ; d'un autre côté, on ne peut comprendre les stratégies du président sortant sans prendre en compte l'obsession de ce dernier à vouloir détruire l'héritage du président Obama, et ce, au mépris de tout ce qui avait fait des USA un pôle d'influence majeur sur la scène internationale.

Sans être exhaustif, on peut épingler quelques dossiers :

Le Moyen-Orient

Dès son arrivée à la Maison Blanche, Trump signe un décret interdisant l'entrée du territoire américain aux ressortissants de sept pays à majorité musulmane. Une manière efficace de flatter l'islamophobie et le racisme latent présents dans un pan de la société américaine, tout en prétendant lutter contre le terrorisme.

Notons qu'il n'y a pas eu nécessairement rupture totale avec les doctrines de ses prédécesseurs : les différentes administrations américaines ont toujours été en faveur de la politique guerrière d'Israël envers les Palestiniens. Donald Trump a simplement poussé la logique un peu plus loin : retrait des États-Unis de l'Unesco en 2017 (l'organisation internationale étant considérée comme trop « pro » palestinienne) et reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État Hébreu. Épinglons que le dossier israélo-palestinien fut confié à son gendre, Jared Kushner, pro-israélien revendiqué.

C'est sans doute avec l'Iran que Trump a le plus marqué son empreinte. Alors que son prédécesseur avait réussi à finaliser un accord sur le nucléaire, le président s'est empressé de dénoncer le texte et de mener une politique particulièrement agressive vis-à-vis de Téhéran, avec comme point culminant, l'assassinat par l'armée américaine du général Soleimani, figure centrale du régime, le 03 janvier 2020. Un jeu très dangereux qui a bien failli déstabiliser la région. Mais cela, l'administration Trump ne semblait guère s'en soucier...

Pour le reste, on se bornera à constater un soutien fidèle à l'Arabie Saoudite, ce qui reste en droite ligne de la ligne géopolitique US classique.

La Chine et l'Asie

Avec le rejet du multilatéralisme (voir plus haut) les liens commerciaux classiques avec les partenaires traditionnels sont rejetés au profit d'une approche agressive et presque belliqueuse. Dans ce contexte, les partenaires d'hier sont dorénavant vus comme, au mieux, des entités à soumettre aux diktats américains.

La Chine, dans cette optique est considérée comme un ennemi économique de premier plan. Cette guerre commerciale s'est faite à grands coups de sanctions et contre-sanctions. Certains experts affirment cependant que cette manière de traiter la Chine a eu au moins le mérite de mettre en lumière les volontés hégémoniques de « l'Empire du Milieu » sur l'économie mondiale.

Toujours est-il que cela n'a pas empêché le gouvernement chinois de continuer son expansion, notamment en Asie : « *Quinze pays d'Asie et du Pacifique ont signé ce dimanche (début novembre 2020) un important accord commercial, promu par la Chine, à l'occasion de la clôture d'un sommet virtuel de l'ASEAN(...). Ce Partenariat régional économique global (RCEP) devient l'accord commercial le plus important du monde en termes de Produit intérieur brut (PIB), selon des analystes, et concernera plus de 2 milliards d'habitants. Il vise à créer une gigantesque zone de libre-échange entre les 10 Etats de l'Asean - Indonésie, Thaïlande, Singapour, Malaisie, Philippines, Vietnam, Birmanie, Cambodge, Laos et Brunei - et la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande* ». ²

Détail piquant : cette initiative avait d'abord été portée par les USA, avant qu'ils n'abandonnent le projet en 2012...

Comme pour la plupart des dirigeants américains avant lui, l'épine nord-coréenne demeure toujours un problème non-résolu. Pourtant, les choses se présentaient plutôt bien. Après les invectives habituelles, Trump avait réussi, en apparence du moins, à engranger un succès diplomatique : « Le républicain, qui au début de son mandat s'était montré menaçant à l'égard de celui qu'il surnommait "Rocket Man", a en effet abondamment communiqué sur le dossier nord-coréen depuis son revirement spectaculaire de 2018. Sa rencontre historique avec Kim Jong-un, en juin 2018 à Singapour, représentait à ses yeux un succès là où ses prédécesseurs - notamment Barack Obama - avaient échoué. » ³

Mais force est de constater que depuis lors, rien n'a vraiment évolué. Le dirigeant nord-coréen ayant même affirmé en octobre 2020 que son pays continuerait à s'armer.

L'Europe et l'Otan

L'Union européenne fait partie des obsessions trumpiennes. Dans sa vision, l'Europe est un danger pour l'Amérique, notamment à cause du déficit commercial de son pays avec cette même Union. Quant à l'Otan, il estime que les alliés profitent trop des « largesses » supposées des USA envers ses alliés. Ambiance... Mais ce nouveau psychodrame a eu au moins l'intérêt de reposer avec acuité la question d'une défense européenne commune qui s'affranchirait de la tutelle de l'Oncle Sam.

Dans cette opposition, le Brexit (sortie du Royaume Uni de l'Union européenne) fut vu par l'administration Trump comme une occasion d'affaiblir l'Europe, tout en concluant des accords privilégiés avec la Grande-Bretagne. Mais, comme ce fut souvent le cas durant son mandat, les

² « *La Chine et quinze autres pays signent le plus vaste accord de libre-échange au monde: "Une victoire du multilatéralisme", selon Pékin* », in La Libre Belgique, 15/11/2020. ASEAN : Association des nations d'Asie du Sud-Est.

³ Arnaud Focraud : « *Corée du Nord : Pourquoi Donald Trump est-il si indulgent avec Kim Yong un ?* », in Le Journal du Dimanche, 01/01/2020.

promesses ne furent pas vraiment suivies d'effet. Le « grand accord commercial » se fait toujours attendre...

La Russie

On le sait à présent, de (très) forts soupçons pèsent sur le Kremlin quant à son ingérence dans les élections présidentielles de 2016. Il ne fait guère de doute que Donald Trump était le candidat « préféré » de Vladimir Poutine. En effet, malgré des divergences de façade, les deux hommes semblent s'apprécier ; et puis surtout, le recentrage des Américains sur leurs propres intérêts laisse le champ libre à la Russie pour étendre à nouveau son influence sur le monde.

C'est encore le cas en Syrie et au Karabakh, où un fragile accord de paix est intervenu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sous l'égide... des Russes.

Finalement, ce rapide et superficiel tour d'horizon montre que le futur ex-président a voyagé souvent « à vue », tout en focalisant sa vision du monde sur ses intérêts intérieurs et électoralistes.

« Il y a eu beaucoup de promesses. Sur le Moyen-Orient : "Un accord ultime de paix". Sur la Corée du Nord : "Un grand jour pour le monde [...]. Le danger a disparu;" Sur l'Iran : "Un meilleur accord [grâce à une] pression maximale." Sur l'Afghanistan : "Une réduction de la violence" en échange d'une négociation avec les talibans. Sur le Brexit : "Un fantastique et grand accord commercial avec le Royaume-Uni". Que de règlements définitifs... dont pas un seul n'a vu le jour ni abouti. »⁴

Son successeur hérite donc d'une situation beaucoup plus instable et tendue que du temps de sa vice-présidence. Un exemple que l'on espère fictionnel : qu'en sera-t-il si Donald Trump décide de bombarder les installations nucléaires iraniennes avant son départ ?

Alors, quelles sont les options de la future administration ?

Joe Biden entre deux chaises

Il existe bien sûr des domaines où le nouveau leader va marquer une rupture franche. Les USA réintégreraient, en principerapidement, l'Accord de Paris sur le Climat et collaboreraient à nouveau avec l'Organisation mondiale de la Santé.

Il s'agira de redorer le blason américain terriblement terni par l'égoïsme international de son prédécesseur.

Mais il ne faut pas surestimer la capacité du nouveau locataire de la Maison Blanche à infléchir l'ensemble des options en matière de politique étrangère.

⁴ Christian Makarian, Clément Daniez, Charles Haquet et Romain Rosso : « *Le désordre international de Donald Trump* », in L'Express, 20/11/2019.

En effet, Trump avait opéré un désengagement de ses troupes sur plusieurs fronts (Afghanistan, notamment) et il est peu probable que son successeur inverse cette tendance : *« Le premier, novice en politique, a tenté de "mettre fin aux guerres sans fin" et a commencé, sans grande concertation, à retirer les soldats américains de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan. Le second, qui a été sénateur pendant 36 ans, arriverait avec un bagage chargé, en ayant notamment voté pour la guerre en Irak en 2003. Mais il a reconnu une "erreur" à ce sujet et a fait sa mue à mesure que l'opinion manifestait sa fatigue face à l'interventionnisme militaire. Il est donc improbable que le démocrate renvoie de gros contingents en Afghanistan, préférant miser sur des missions contreterroristes des forces spéciales. »*⁵.

Par rapport à la Chine, au-delà des invectives et des postures martiales, Joe Biden continuera sans doute à se montrer ferme, même si certains angles pourront être arrondis.

Finalement, le trumpisme aura eu une conséquence très forte sur la géopolitique du monde, en instaurant une forme d'instabilité entre Etats : *« Il est difficile pour les alliés, en Asie comme en Europe, de se situer par rapport aux États-Unis. Ce qui ramène au défi majeur posé par la présidence Trump, et plus largement par la polarisation extrême des États-Unis, qui a gagné la politique étrangère : peut-on encore faire confiance aux États-Unis si chaque président revient sur les engagements de son prédécesseur ? »*⁶

Sans compter que Donald Trump est en train de faire le ménage au sein des différents services, départements et autres administrations. Or, le nouveau président aura besoin d'équipes soudées autour de son projet pour avancer.

⁵ « Joe Biden va-t-il effacer la politique étrangère de Donald Trump ? », dépêche AFP, 07/11/2020.

⁶ Maya Kandel : « La politique étrangère de l'administration Trump », <https://www.vie-publique.fr>, 19/05/2020.